



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1973

Candidats d'Union Nationale
pour la défense des libertés

Raymond HOUSSARD

Suppléant: **Benoît CARTIER**

Candidats d'Union Nationale pour la défense des libertés. **Oui!** Nous sommes pour la défense des libertés parce qu'elles sont menacées.

Elles sont menacées par le Communisme qui, inéluctablement, comme il l'a fait partout, prendrait le pouvoir des mains d'une Union de la Gauche éventuellement victorieuse. Elles sont menacées, par l'attitude d'un Ministre, qui, avec nos impôts, par le budget des affaires sociales, finance et renforce en conséquence des organismes contrôlés par le Parti Communiste, tel la C.G.T. Elles sont menacées, lorsque l'égalité des candidats devant l'électeur disparaît par l'usage inconsidéré que fait un député sortant des moyens et prérogatives que lui confère un mandat ministériel.

Elles sont bafouées enfin, lorsque le candidat élu ne respecte ni ses électeurs, ni les formations qui l'ont investi, en faisant la politique des adversaires, ou en trahissant.

La devise de la majorité est ainsi exprimée : DE 1973 A 1978 IL FAUT UNE MAJORITE POUR LA FRANCE ET LES FRANÇAIS ! OUI. Mais à condition qu'elle soit composée d'hommes honnêtes et fidèles !

Un député peut faire beaucoup pour le pays et pour sa circonscription. Pour cela, il faut que les intérêts de la Nation et de la Circonscription passent avant les siens. L'action doit prévaloir sur les promesses et les flatteries.

IL Y A BEAUCOUP A FAIRE DANS NOTRE CIRCONSCRIPTION DU HAUT-DOUBS

Cette région est connue depuis longtemps pour son activité industrielle (horlogerie) et ses productions agricoles et fromagères. Elle est aussi considérée comme la voie de passage traditionnelle entre la France et la Suisse, elle peut devenir, par ses richesses touristiques une région très fréquentée. Avec l'ensemble de la Franche-Comté, elle fut l'une des principales régions économiques de France. Or, abandonnée par les politiciens chargés de la défendre, son activité périclité, sa main d'œuvre s'expatrie !

Dans une France en pleine expansion ces plateaux du Haut-Doubs sont-ils condamnés ? NON !

Si les élus à venir s'en occupent, au lieu de distribuer des valises de médailles et de régler quelques dossiers individuels.

Habité par une population active et dynamique, notre région peut retrouver une place de choix dans le développement économique de la nation. Elle dispose de nombreux facteurs favorables.

IL SUFFIT DE S'EN OCCUPER ! ET C'EST CE QUE NOUS VOULONS !

Toute la région du plateau de Maiche à Morteau où sont réunies de nombreuses entreprises, n'est même pas reliée au téléphone automatique, gênant ainsi l'activité industrielle, et empêchant l'implantation de nouvelles entreprises.

IL FAUT CONSTRUIRE D'URGENCE UN CENTRAL TÉLÉPHONIQUE AUTOMATIQUE.

Le réseau routier est insuffisant et médiocre. Le plateau perd de plus en plus son rôle de voie de passage. La réparation des routes anciennes et sinueuses coûte chaque année une fortune après le passage de longs et rudes hivers. Cet argent est gâché inutilement.

En conséquence : **IL FAUT FAIRE INSCRIRE AU PROCHAIN PLAN UN PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE ROUTES ET AUTOROUTES MODERNES.**

Notamment la construction d'une bretelle autoroutière reliant le futur autoroute de Mulhouse à la Vallée de la Saône. Cet axe partant de Besançon pour rejoindre en deux branches le réseau Suisse Berne - Lausanne par Morteau et Pontarlier, supprimerait l'isolement du plateau, favoriserait le tourisme national et international et permettrait le développement des industries. L'aménagement de la liaison Montbéliard - Saint-Claude par Maiche, Morteau, Pontarlier et Mouthe, compléterait ce schéma.

Il existe à Pontarlier un aéroport pratiquement inutilisé, alors qu'il bénéficie d'une situation géographique et climatique bien supérieure à celle de Dole - Tavaux. Quels intérêts ont freiné son équipement et son utilisation ?

IL FAUT L'AMÉNAGER ET LE METTRE EN ACTIVITÉ

Des mesures doivent être prises d'urgence pour que les employeurs français puissent offrir aux travailleurs la possibilité de ne pas avoir à passer quotidiennement la frontière. Il faut faire disparaître les inégalités de charges fiscales et sociales. Il faut favoriser par l'aide de l'état l'installation, le développement et la spécialisation des entreprises françaises. Il faut diffuser la formation professionnelle et la formation permanente. **L'hémorragie de main-d'œuvre est grave pour la France** qui en manque ! Doit-on laisser nos ouvriers travailler à l'étranger et importer des Turcs, des Portugais ou des Africains !

LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS . . . qui seraient quand même obligés de trouver un emploi à l'étranger doivent être couverts socialement au même titre que tout salarié Français.

DANS L'AGRICULTURE . . . négligée jusqu'à présent, malgré le député sortant qui en fut ministre, tout reste à faire... Elle est spécialisée dans la production laitière en vue surtout de la fabrication fromagère. Or le prix du lait, n'est pas rentable. L'élevage est dispersé en de nombreuses petites exploitations d'Amancey à Charquemont et de Mouthe à Pierrefontaine, dont la rentabilité est incertaine malgré la grande productivité des vaches du pays.

Pour que les fermes ne disparaissent pas et que les prés ne se vident pas de leur cheptel, il faut aider les producteurs à s'organiser et se pencher sur le problème du « **PRIX DU LAIT** ». Il en va de même de la production fromagère. Tant que rien ne sera fait pour la protection des marques, que des normes ne seront pas définies pour le conditionnement, qu'un effort ne sera pas déterminé pour moderniser la production et assurer une constance dans la qualité, les problèmes resteront posés. Mais il faut surtout que la commercialisation en France et l'exportation soient organisées. Or en cette matière, non seulement Edgar FAURE, ex-ministre de l'agriculture, n'a rien fait, mais il a laissé supprimer des marchés d'exportation.

IL N'EST PAS PENSABLE DE VOIR UN MINISTRE ÉLU DANS LA CIRCONSCRIPTION LAISSER NOS PRODUCTEURS PERDRE DES MARCHÉS A L'ÉTRANGER, AU PROFIT DE FAUX COMTÉS FABRIQUÉS DANS D'AUTRES RÉGIONS DE FRANCE.

Toutes ces tâches seront menées en contact permanent avec les organisations intéressées, dont les critiques et les suggestions seront sollicitées et écoutées. C'est cela la véritable **CONCERTATION**, ce n'est pas quelques banquets dans les mois précédents les élections.

Voici une vue rapide de quelques problèmes de la circonscription, sur lesquels nous entendons nous battre pour obtenir des solutions. Il y en a beaucoup d'autres, nous ne les ignorons pas et nous y consacrerons le même effort d'étude.

LE ROLE DU DÉPUTÉ EST AUSSI UN ROLE NATIONAL !

A cet échelon, notre politique sera toujours la fidélité à nos électeurs et le refus à toute compromission avec les ennemis de la République.

Favorables à la politique de participation, nous ferons en sorte qu'elle se fasse avec ceux qui la veulent et non avec ceux qui s'en servent pour détruire le régime libéral. Nous lutterons pour que cessent toutes les injustices, notamment celles qui concernent la non reconnaissance de la C.F.T. à la suite des pressions des organisations syndicales communistes et contestataires. Pressions admises par le ministre des affaires sociales Edgar FAURE. Nous n'admettrons jamais que la grève permanente, le désordre, la contestation éternelle soient des critères de représentativité.

La France devient une des premières puissances économiques du monde. Nous nous efforcerons de l'aider dans cette voie. Mais l'expansion doit se faire dans l'intérêt de tous et non de quelques privilégiés. Elle doit surtout permettre une vie meilleure dans un environnement amélioré.

La liberté du petit commerce et de l'artisanat doit être sauvegardée contre la main mise de la grande entreprise.

Un drame affreux vient de faire ressortir les problèmes de l'enseignement en France. C'est celui du C.E.S. de Paris (23 morts). C'est la conséquence de la lamentable politique d'Edgar FAURE lorsqu'il fut ministre de l'Éducation Nationale.

Il faut dépolitiser l'enseignement laïque, tombé entre les mains des communistes et des contestataires. Il faut reprendre les cours de civisme et de morale généralement abandonnés. Il faut préserver la liberté de l'enseignement privé.

Le respect de tous les anciens combattants doit être défendu. Ce n'est pas après 50 ans passés que l'on doit décorer les héros survivants de 1914-1918. Tous doivent l'être dès maintenant par le gouvernement. Les remises de décorations ne doivent pas servir à la campagne électorale d'un candidat ministre sortant.

Les anciens, nombreux dans notre circonscription, ne doivent pas être maintenus dans la misère. Le ministère des affaires sociales doit augmenter substantiellement les allocations de vieillesse pour qu'ils mènent une vie décente. La reversion d'une pension doit pouvoir être cumulée avec sa propre retraite.

En toutes matières, seul, l'intérêt de la France, de son peuple et de la liberté, sera notre mobile. Nous serons les Défenseurs vigilants des institutions de la cinquième République, dont le Président Pompidou est le garant.

Vu les candidats :

Raymond HOUSSARD

Cadre dans l'industrie

Suppléant: Benoît CARTIER

Artisan à Maiche

45, rue de la République - PONTARLIER